

|                     |  |
|---------------------|--|
| <b>Zeitschrift:</b> | Serie Ares : histoire militaire = Militärgeschichte  |
| <b>Herausgeber:</b> | Association suisse d'histoire et de sciences militaires  |
| <b>Band:</b>        | 5 (2021)   |
| <br>                |  |
| <b>Artikel:</b>     | Saillant de Porrentruy 1939-1945 : Service de renseignement stratégique de l'Armée et Service de renseignement de la brigade frontière 3 |
| <b>Autor:</b>       | Weck, Hervé de   |
| <b>DOI:</b>         | <a href="https://doi.org/10.5169/seals-1043678">https://doi.org/10.5169/seals-1043678</a>  |

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Seconde Guerre mondiale

Hervé de Weck

Saillant de Porrentruy 1939-1945. Service de renseignement stratégique de l'Armée et Service de renseignement de la brigade frontière 3

*Die Aktivitäten der verschiedenen Nachrichtendienste im Norden des Berner Jura während des Zweiten Weltkriegs sind ein wenig geklärtes Thema. Alle Akteure (Spione, ehrbare Korrespondenten, Kurieri) sind verstorben, und fast alle schwiegen sich über ihre Tätigkeiten vollkommen aus, da sie sich an das «Staatsgeheimnis» gebunden fühlten. Kein Forschungsprogramm hat je versucht, ihre Zeugnisse festzuhalten. Die Erinnerungen von Denys Surdez, Chef des Büros Ajoie, die unter dem Titel «La guerre secrète aux frontières du Jura» (Der geheime Krieg an den Juragrenzen) publiziert wurden, werden oft mit Vorsicht betrachtet, enthalten sie doch persönliche Abrechnungen. Bislang nicht untersucht sind auch der Truppennachrichtendienst, die Arbeit der Zellen «Aufklärung» der Grenzbrigade 3, der Regimenter und Bataillone dieser Armeeeinheit des Territorialdiensts sowie der Einheiten der Feldarmee, die eine Zeit lang in den Bezirken Pruntrut, der Freiberge und Delsberg eingesetzt waren.*

« Le monde est tout plein de frissons qui n'annoncent parfois rien. Il faut beaucoup de talent, et parfois du génie, pour distinguer, parmi la foule de signes avant-coureurs, ceux qui précèdent vraiment l'avenir. »

Jean d'Ormesson<sup>459</sup>

Il s'avère difficile de faire l'histoire du renseignement ! Les archives d'un service stratégique restent longtemps inaccessibles. Lorsqu'on peut les consulter, elles n'en révèlent pas toutes les activités, et la partie visible de l'iceberg n'est pas forcément la plus intéressante. Elles indiquent rarement comment les réseaux, les lignes ont été constitués, de qui provenaient les informations clés. Beaucoup d'opérations demeurent sans traces écrites<sup>460</sup>, les opérations les plus sensibles des services, qui alimentent tous les fantasmes, font rarement l'objet d'archivage. Comme le disait John Kennedy, « les services sont un sacerdoce dont seuls les échecs sont rendus publics<sup>461</sup> ».

Débrouiller scientifiquement l'écheveau nécessite un travail de bénédic-tin. Ne faudrait-il pas exploiter les archives des gouvernements en relation avec les problèmes qui ont fait l'objet de recherches de la part du service ? On pourrait alors voir dans quelle mesure les informations collectées, les appréciations de situation qui en découlaient correspondaient à la réalité, dans quelle mesure les avertissements du SR ont été pris en compte. A quels moments les mesures de déception inhérentes à toute action politique et militaire ont-elles induit en erreur les spécialistes de la guerre de l'ombre ? Churchill, au sommet de Téhéran en novembre 1943, soulignait qu'« en temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être préservée par un rempart de mensonges ». Pour compléter, corriger ce

qu'apportent les sources officielles, il s'agirait de disposer des papiers, des témoignages de personnes qui ont travaillé pour ce service. Exploiter de tels documents exige beaucoup de prudence et le recours à tout l'arsenal de la critique historique, car ils ne disent pas tout et s'avèrent souvent des plaidoyers *pro domo*, d'autant que les SR ne se limitent pas à des opérations conformes à la légalité et à la morale.

Les historiens s'aventurent donc rarement sur ces terrains minés<sup>462</sup>. En revanche, les journalistes, les auteurs, conscients que le public, avide de sensationnel, manifeste un grand intérêt pour tout ce qui touche à la guerre secrète et au travail d'agents style James Bond, publient livres, articles, pseudo-documentaires qui contiennent des révélations fracassantes mais souvent fallacieuses. Les erreurs contenues dans ces ouvrages, inlassablement reprises, finissent par passer pour des vérités<sup>463</sup>!

Les activités des différents services de renseignement dans la partie Nord du Jura bernois, pendant la Seconde Guerre mondiale, restent un domaine peu défriché. Tous les protagonistes (agents, honorables correspondants<sup>464</sup>, passeurs) ont disparu et presque tous, se sentant liés par le « secret d'État », ont gardé le silence le plus complet sur leurs activités. Il n'y a eu aucun programme de recherche visant à enregistrer leurs témoignages. Les souvenirs de Denys Surdez, chef du Bureau « Ajoie », *La guerre secrète aux frontières du Jura*<sup>465</sup>, sont souvent sujets à caution, car l'auteur règle ses comptes. Aucun auteur ne s'est occupé du service de renseignement à la troupe, du travail des cellules « Renseignement » de la brigade frontière 3, des régiments et des bataillons de cette unité d'armée sédentaire, ainsi que des formations de l'armée de campagne déployées pour un temps dans les districts de Porrentruy, des Franches-Montagnes et de Delémont.

## 1. Quelques considérations techniques

### Information et renseignement

Les informations ou les données dont dispose un SR stratégique résultent, à un moment donné, de recherches déclenchées par la formulation d'un besoin par le commandement de l'Armée ou les responsables du service. Elles comprennent tout ce qui est brut (constatations, documents, images, signaux, etc.). L'information doit être confirmée par d'autres sources et mise dans son contexte. Le renseignement – l'information en est la matière première – résulte d'une analyse. On l'assortit d'un indice de fiabilité. Il peut être comparé à un jeu pour enfant au cours duquel il s'agit de relier avec un crayon des points pour découvrir une image. Plus il y a de points, plus l'image est précise. Pour un service de renseignement, la découverte des points relève des organes de collecte, la connexion entre

ces points des analystes. Pour le brigadier Alain Vuitel, actuellement chef du Renseignement militaire suisse, « analyser, c'est d'une certaine façon un processus de traduction : il faut convertir le brouhaha de l'information dispersée en une symphonie pleine de sens, un renseignement<sup>466</sup> ». La confusion entre renseignement et information conduit à des erreurs stratégiques graves<sup>467</sup>.

Prenons un exemple concret. Un agent du Bureau « Ajoie » apprend en 1940 que les Allemands impriment des cartes topographiques de la Suisse. Cette information peut avoir une importance de premier ordre. On n'imprime pas une carte si l'on n'a pas l'intention de s'en servir ! Au Bureau « Ajoie », on dispose de cartes d'état-major ayant appartenu au 45<sup>e</sup> corps d'armée français interné en Suisse. Elles proviennent de l'imprimerie Levrault-Lavauzelle à Nancy. Des agents découvrent que les cartes de Suisse de la *Wehrmacht* ont été imprimées à Nancy par un personnel venu spécialement d'Allemagne, à l'exception d'un margeur lorrain. Cet homme peut seulement dire qu'il en faut quatre pour couvrir l'ensemble du territoire suisse. On peut en déduire leur échelle. De telles cartes ne peuvent guère être opérationnelles, donc il n'y a pas aggravation de la menace d'invasion. L'information est devenue un renseignement<sup>468</sup> !

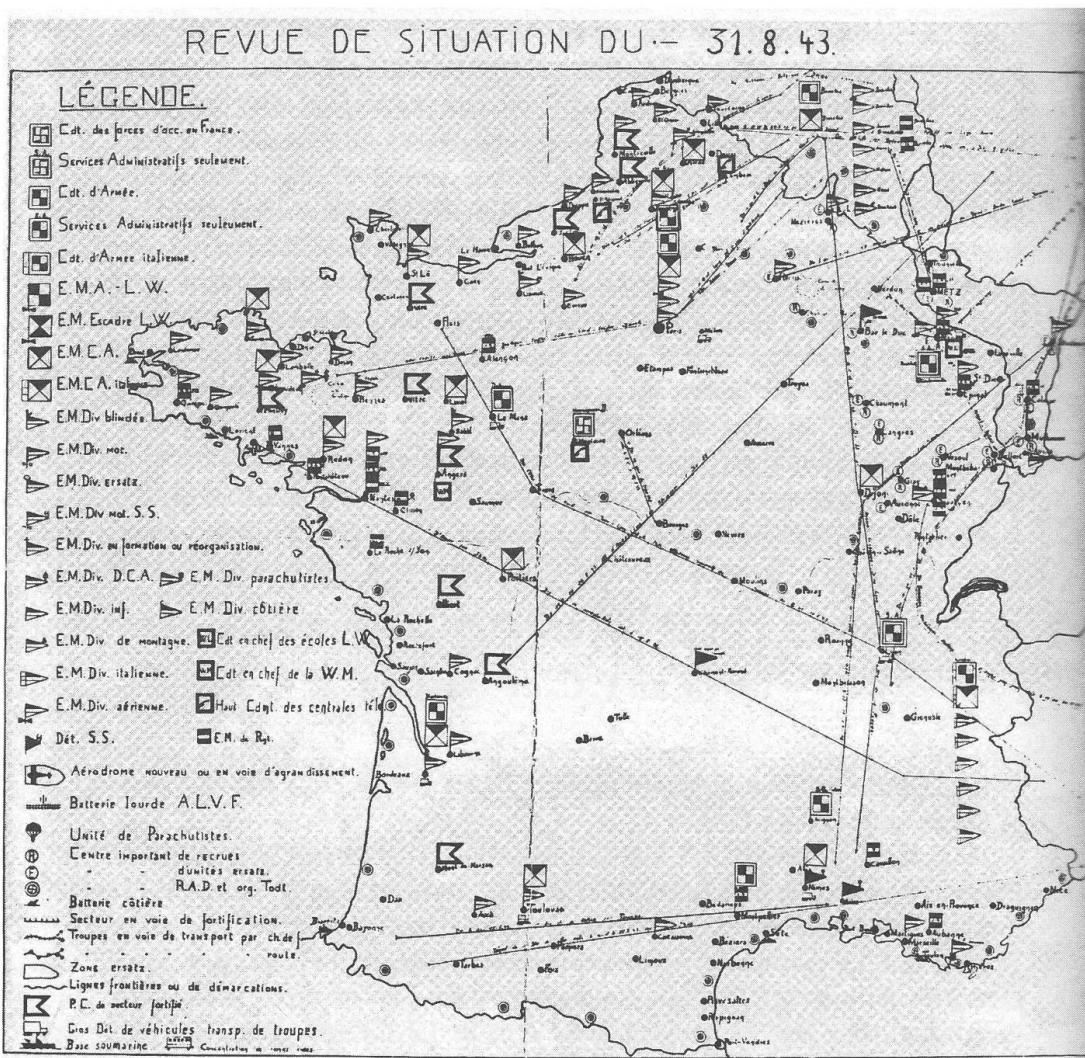
### **Zone d'influence et zone d'intérêt**

La zone d'influence est généralement définie par la portée des moyens qui peuvent y être engagés par nos propres troupes. Les informations et les renseignements qui en proviennent peuvent jouer un rôle direct sur le déroulement des combats. Pour le SR suisse, la zone d'influence comprend exclusivement le territoire national, puisque l'Armée d'un État neutre n'opère pas à l'étranger.

La zone d'intérêt, au-delà de la zone d'influence, correspond à l'espace dans lequel l'ennemi se prépare à l'action et au combat, c'est-à-dire, depuis la frontière nationale, une bande de 300 kilomètres dans les pays voisins<sup>469</sup>. Le SR suisse cherche à connaître le déploiement et l'ordre de bataille des troupes qui s'y trouvent, leurs possibilités opératives, les intentions du pouvoir politique et du commandement militaire. Pour mieux couvrir ses besoins, le SR suisse, dès l'automne 1939, crée des antennes à la frontière Ouest, entre autres le Bureau « Ajoie ».

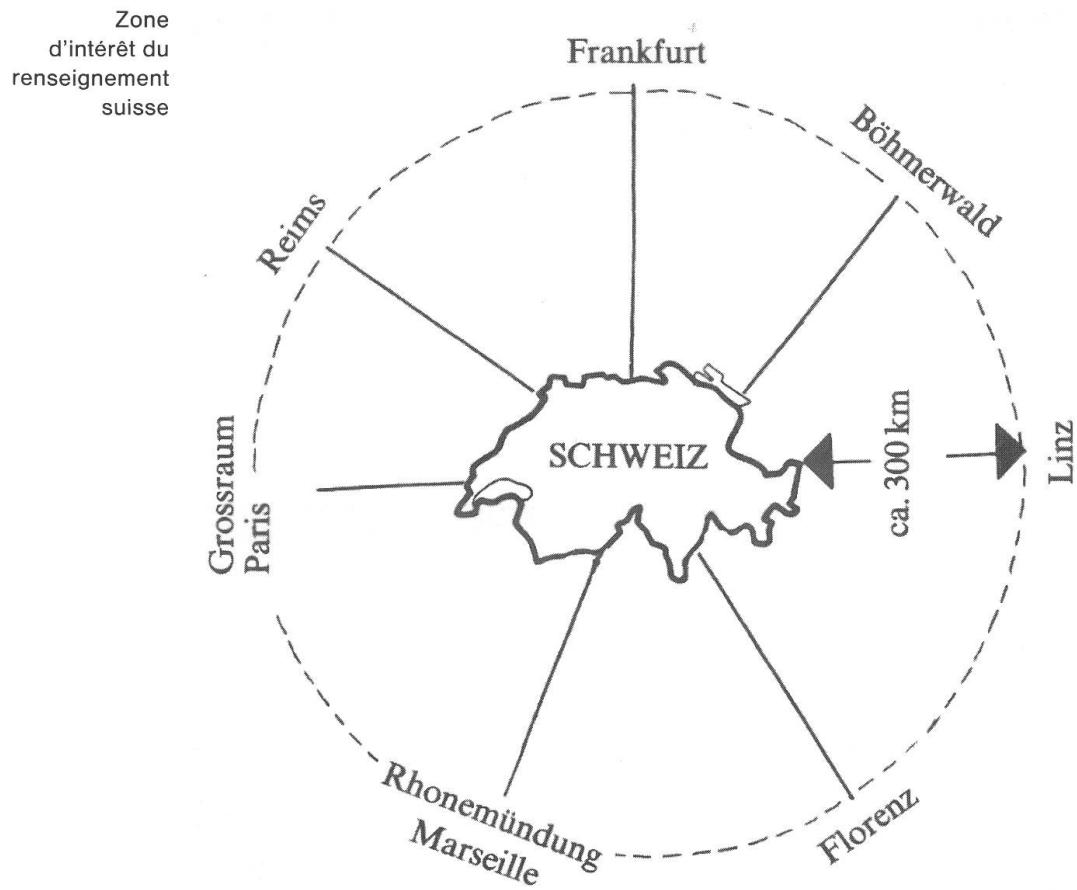
### **Ecole des possibilités et école des intentions**

Dans le monde du renseignement, on distingue l'école des possibilités, de tradition française, et l'école des intentions, de tradition allemande. La première évalue la menace à partir des informations fournies par un vaste réseau d'agents sur l'emplacement et le dispositif des forces potentielles-



Carte du dispositif militaire allemand en France en août 1943

ment hostiles. La connaissance de l'ordre de bataille allemand, avec un intérêt particulier pour les réserves, apparaît comme la base d'une bonne appréciation de la situation. « Il s'agit non seulement d'observer, d'identifier les unités et les matériels mais également de rechercher tout indice susceptible de signaler un quelconque changement de comportement (renfort de la garde, préparatifs, déplacements d'autorités, etc.) »<sup>470</sup>. C'est la méthode prônée par le colonel Roger Masson. Le SR suisse se fait en général une image assez exacte des dispositifs et des mouvements militaires allemands. Étudier et apprécier les possibilités d'un adversaire potentiel semble réaliste, car elles dépendent de conditions matérielles difficiles à cacher : effectifs, nombre des systèmes d'arme majeurs, rapport des forces, doctrine d'engagement, articulation. Il faut encore tenir compte des performances, de l'état du moral, du terrain dans lequel ces troupes pourraient être engagées. Dès le début de la guerre, Masson souligne que les préparatifs d'une opération contre la Suisse pourraient n'être pas perçus par le SR.



Observer attentivement une zone de 300 kilomètres au-delà de la frontière ne suffit pas, car le dispositif allemand ne révèle pas forcément les intentions de l'*Oberkommando der Wehrmacht*. La guerre de mouvement pratiquée avec ses divisions blindées ou motorisées n'exige pas de concentration de troupes à proximité des frontières du pays visé, à quoi s'ajoute le caractère imprévisible des décisions d'Hitler. Dans le monde du renseignement, il existe un facteur « Méfiance » et « Confiance ».

À une époque marquée par la surprise stratégique, il faut également déceler les intentions d'un adversaire potentiel. Cela s'avère très délicat, car elles peuvent rester cachées ou changer à n'importe quel moment ; elles sont définies au sommet de la hiérarchie, dans un cercle très restreint ; parfois, seuls deux ou trois membres d'un gouvernement savent exactement ce qui se passe. Et il peut y avoir des manœuvres opératives ou stratégiques de déception ! Ainsi, au printemps 1944, une concentration de 20-30 divisions allemandes, destinées à faire face à un débarquement allié au nord de la France, peut faire craindre une invasion de la Suisse. Le SR, qui veut connaître ce qui se trame à ce niveau, doit avoir liaison avec les plus hautes sphères politiques et militaires. Roger Masson croit l'assurer avec la ligne « Wiking » ou le général SS Walter Schellenberg.

## Fiabilité de la ligne « Wiking »

Dans quelle mesure, la ligne « Wiking » est-elle fiable ? Son origine, son organisation et les motivations de ceux qui l'alimentent restent mystérieuses. On connaît deux contacts, Hans Wilhelm von Tümpeling, un banquier, et le Freiherr Friedrich von Tümpeling. Leur appartenance à la noblesse allemande laisse supposer des contacts avec des officiers de la Wehrmacht et, peut-être avec l'« Orchestre noir » (« Schwarze Kapelle »), réseau de résistance au nazisme, créé par des nobles prussiens. Quoi qu'il en soit, la ligne donne avec exactitude les dates d'invasion de la Scandinavie et de la France, mais elle ne sonne pas en juin 1940, au moment où le risque d'invasion de la Suisse est le plus élevé<sup>471</sup>. En revanche, elle retentit entre novembre 1942 et mars 1943, alors que la question « Suisse » n'est pas à l'ordre du jour à Berlin. Serait-elle un leurre manipulé par les Allemands ? En effet, ce silence et ce bruit correspondent à une situation de forte tension dans les négociations économiques entre l'Allemagne et la Suisse.

## Le SR stratégique suisse collabore avec les Alliés

Le SR suisse est généralement bien informé parce qu'il collabore avec les résistants et les services secrets alliés (*Office of Strategic Services* américain, *Intelligence Service* britannique, réseaux français « Gilbert » et « Kléber ») qui ont fait de la Suisse une plaque tournante de leurs activités. Les informations convergent de toute l'Europe vers les ambassades, les attachés militaires et les hommes de l'ombre établis en Suisse d'où ils les transmettent par le télégraphe, la radio ou la valise diplomatique vers Washington, Londres ou Moscou.

Le SR suisse organise ou tolère le passage d'agents et de documents venus de l'étranger, laisse ces services alliés vaquer à leurs activités sur le territoire national, dans la mesure où ils restent discrets. Durant toute la guerre, il manifeste à leur égard un net penchant, une « neutralité bienveillante », mais il réprime avec énergie les activités des services allemands<sup>472</sup>. Il pratique des relations de « donnant-donnant », ce qui lui permet de recevoir des informations et des renseignements qui intéressent la Suisse. L'appui des autorités à tous les niveaux, la volonté de nombreux hauts fonctionnaires rendent ces activités secrètes possibles. Le commandement de l'Armée et le Conseil fédéral ont un besoin impérieux d'informations sur l'Allemagne, sur la France libre et occupée, sur les mouvements de la *Wehrmacht* dans un rayon de 300 kilomètres depuis la frontière, sur les

intentions des chefs politiques et militaires allemands. Il s'agit parfois d'obtenir du matériel ou des matières introuvables en Suisse, entre autres du bort, indispensable pour l'industrie des machines, voire des compresseurs pour avion<sup>473</sup>.

La Division « France », aux ordres du colonel EMG Cuénoud, coopère activement avec la Résistance. Le capitaine Pierre Clément, chef de l'antenne genevoise, et Roger Farquet collaborent avec Pierre de Bénouville<sup>474</sup>. À la frontière, les Suisses se chargent du courrier non confidentiel à destination de la Délégation de la Résistance à Genève, mais ils doivent attendre ce que les Américains ou les Français veulent bien leur communiquer, d'où une très forte tentation d'ouvrir les enveloppes, de faire des copies, voire de saisir certains documents, de faire ce que la Délégation française appelle de « discrets pillages ».

La vision de Masson et de ses collaborateurs se révèle en revanche étroite lorsqu'elle sort des domaines militaire et politique. Ils peinent à percevoir le champ économique, pourtant crucial, le rôle du franc suisse, convaincus que l'Allemagne pourrait envahir la Suisse pour faire main basse sur l'or de la Banque nationale, alors qu'elle a un impérieux besoin de francs suisses, et non d'or. Dans ce domaine, les autorités politiques suisses, conscientes de cette réalité, ne font pas une confiance aveugle au Service de renseignement de l'Armée.

### Bulletins et appréciation de la situation

Le SR émet un *Bulletin* qui présente des données et des faits concernant les divers théâtres d'opérations, sans les interpréter et spéculer sur l'avenir, également une *Appréciation de la situation* qui fait la synthèse de la situation politico-militaire et de la situation de la Suisse dans ce cadre stratégique. Elle met en évidence différentes hypothèses concernant la menace. Ce document, basé sur les seules possibilités immédiates de l'adversaire éventuel, est rédigé par le chef du SR. Il effectue ce travail chaque fois que son appréciation de la situation peut influencer des mesures touchant à la défense nationale : mobilisation, renforcement du dispositif ou diminution des effectifs sous les armes, déplacement du centre de gravité stratégique. Dans les périodes de relative tranquillité, le SR exploite les données dont il dispose, qui touche aux pertes, aux opérations, aux transports, aux matériels, aux expériences de guerre des belligérants<sup>475</sup>.

« Un service de renseignement n'a pas seulement à imaginer des possibilités [...] mais surtout d'en situer la probabilité, afin que cela soit utile à la conduite politique et sécuritaire du pays. Le rôle d'un service de renseignement n'est pas seulement de penser l'impensable [...], mais de donner une représentation des futurs et des enjeux possibles à l'intention des décideurs ». <sup>476</sup>

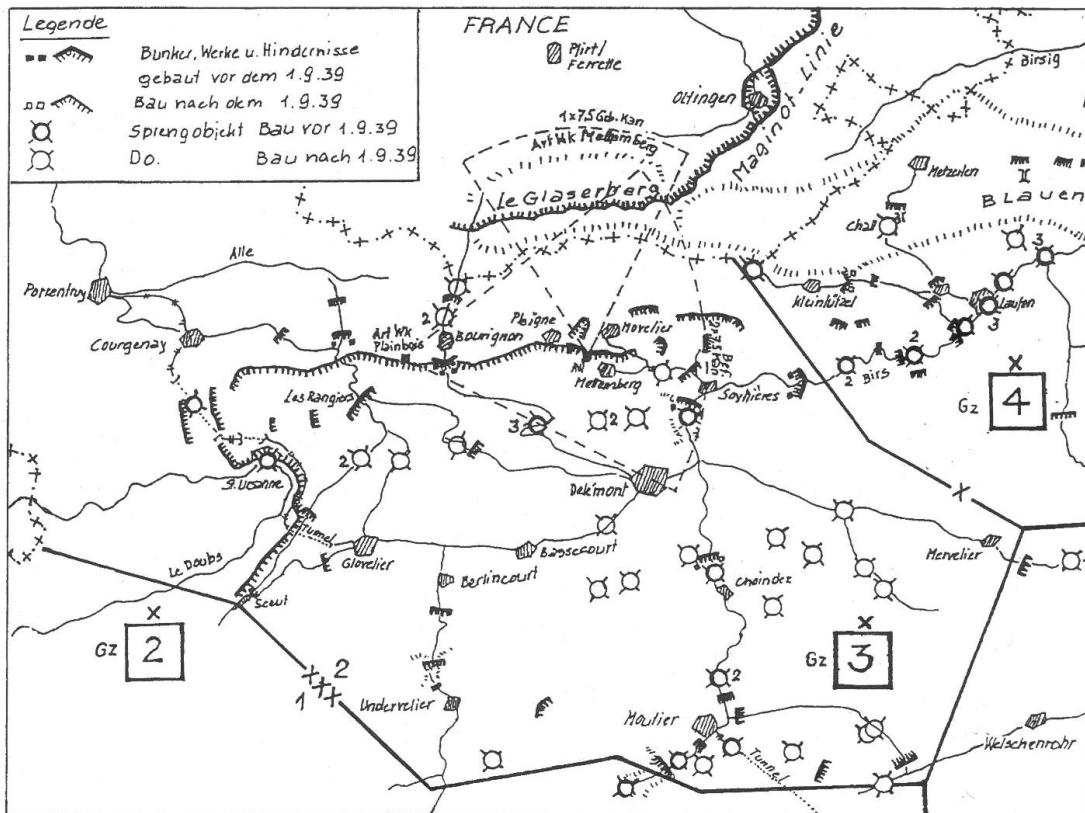
## 2. Le Service de renseignement de l'Armée

« La première qualité d'un chef de renseignements, c'est de dire la vérité. Il faut un grand courage car, parfois, il faut déplaire ».

Comte Alexandre de Marenches<sup>477</sup>

Le Service de renseignement stratégique, dirigé par le colonel Roger Masson entre 1936 et 1946, travaille pour le Conseil fédéral et le commandement de l'Armée. Il recherche les informations utiles, les interprète et les transforme en renseignements, diffuse ces résultats à des destinataires qui peuvent en tirer profit.

Durant l'entre-deux-guerres, politiciens et militaires restent peu conscients de l'importance d'un SR stratégique. Jusqu'en 1937, la Confédération n'entretient pas d'attachés militaires auprès de ses représentations diplomatiques. Roger Masson dispose d'un secrétaire et de quelques officiers de carrière détachés provisoirement auprès de lui. Avant la guerre, le SR emploie 9 officiers, 28 en septembre 1939, 48 en juin 1940. Le nombre de sous-officiers et de soldats passe de 1 avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939, à 19 en septembre 1939, 48 en mai 1940. Des auxiliaires appartenant au Service complémentaire masculin et féminin for-



Secteur de la frontière franco-suisse (Jura)

ment l'essentiel du personnel engagé pour atteindre à une capacité de travail suffisante. Ces chiffres, qui concernent le personnel soldé ou salarié, ne prennent pas en compte les agents qui auraient été dans les 1500 entre 1939 et 1945.

Le chef de la Section « Alliés » déplorera dans l'après-guerre que les crédits alloués au SR ont été beaucoup trop limités et que l'économie a été « poussée jusqu'au ridicule ». En 1938, sur un budget de 50'000 francs, le SR ne dispose que de 3'000 francs pour rétribuer des agents ; son enveloppe atteint 250'000 francs en avril 1939. Les insuffisances dans la recherche du renseignement en temps de paix se combinent difficilement après le début d'un conflit ! Par bonheur, des initiatives privées pallient en partie cette grave lacune. Miracle du patriotisme et de l'esprit de milice...

La stratégie nazie, basée sur la surprise, use de tous les moyens. La politique, la propagande, la guerre psychologique, l'économie, la force militaire, la déception se complètent selon un dosage subtil et adapté aux circonstances, ainsi qu'à la capacité de résistance de l'adversaire. Un service de renseignement efficace ne saurait donc se limiter au seul domaine militaire, ce qui provoque des frictions avec le conseiller fédéral Pilet-Golaz, chef du Département politique<sup>478</sup>. Les relations avec la police fédérale et les polices cantonales, qui devraient aider, voire protéger les agents du SR suisse, ne sont pas toujours au beau fixe. Si la Direction générale des douanes manifeste un esprit d'ouverture face aux besoins du SR, il n'en va pas de même, en tout cas dans les postes de gardes-frontière du Jura bernois, où l'on considère les agents du SR comme d'*affreux contrebandiers* que l'on n'a pas le droit de contrôler. Généralement, gendarmes, gardes-frontière et gens du renseignement ne font pas bon ménage.

Au SR, l'atmosphère de travail s'alourdit par moments, comme dans n'importe quelle entreprise. Certains collaborateurs ont le souci de l'essentiel, manifestent courage et dévouement, alors que d'autres ont la vue courte, se montrent jaloux ou autoritaires. Des intrigues se nouent, qui risquent de dévorer plus d'énergie que la recherche des ordres de bataille et des possibilités de l'ennemi éventuel. La méthode de travail de Roger Masson peut expliquer ce genre de problème. Il prend beaucoup de décisions à la suite de conversations plus ou moins fortuites, sans informer ses subordonnés directs et leur donner l'occasion de donner leur avis. Pour la recherche d'informations et pour leur exploitation, il ne fixe pas de concepts adaptés à la situation et valables pour l'ensemble du Service, qui résultent d'une conférence de situation. Au cours de celle-ci, les collaborateurs ont la possibilité de s'exprimer, avant que le chef ne communique ses décisions, ses directives et ses ordres.

## Des sources multiples

Un SR s'appuie sur des sources multiples et diversifiées, sans lesquelles il s'avère incapable de contrôler, de recouper les informations qu'il reçoit et de réduire l'incertitude. Le commandement de l'Armée, qui doit trouver un difficile équilibre entre les besoins de l'économie nationale et ceux de la défense, attend du SR qu'il le prévienne assez tôt des risques d'invasion, afin de réagir et de mobiliser les forces nécessaires.

Dès le début du conflit, Masson utilise le réseau privé du capitaine Hans Hausmann, bien que celui-ci, de nature exaltée, tend à confondre la mise en évidence des faits et leur interprétation. Un Allemand, libraire à Lucerne, Rudolf Roessler, alias Lucy, fournit à des moments cruciaux des informations clés d'une remarquable exactitude, dont on ne connaît toujours pas les sources. On ne peut pas en dire autant des rapports de l'attaché militaire suisse à Berlin jusqu'en 1943, le colonel von Werdt, obnubilé par les succès de la *Wehrmacht*.

Des officiers envoyés en Allemagne rédigent des rapports, entre autres le capitaine Max Waibel qui a suivi en 1937 les cours de l'Académie de guerre à Berlin et qui va travailler à la centrale du SR en Suisse. Il organise la ligne « Wiking » dont la source se trouve au quartier général du *Führer*. Malgré les réticences du Département politique, certains diplomates-officiers – parfois des hommes de Masson – assurent l'acheminement du courrier diplomatique, reconnaissent des secteurs dans la zone d'intérêt. Des voyageurs de confiance, lorsqu'ils se rendent à l'étranger, reçoivent des missions. Des spécialistes interrogent systématiquement les personnes qui rentrent au pays, les gardes-frontière prenant une part active à ce travail. Les déserteurs comme les internés représentent une source intéressante d'informations, à condition que les interrogatoires se prolongent sur une période suffisamment longue, ce qui donne à ces militaires la possibilité de réfléchir à ce qu'ils savent.

La presse allemande, bien qu'elle se trouve sous le contrôle du ministère de la Propagande, ne manque pas d'intérêt. Pour estimer les pertes, le SR suisse répertorie les avis mortuaires des hommes appartenant à la *Wehrmacht*. À condition de se montrer attentif, on découvre dans les journaux et les films allemands d'actualité des informations clés concernant les intentions du *Reich* en politique intérieure et extérieure. On arrive aussi à y découvrir certains dispositifs militaires, l'organisation du soutien et de la logistique.

Des spécialistes suisses surveillent et exploitent le trafic radio des troupes allemandes engagées en Afrique du Nord, ainsi que les émissions britanniques destinées aux résistants français, qui donnent des résultats intéressants. Durant les derniers mois de la guerre à l'ouest et au nord de l'Europe, les messages des avions d'exploration et de liaison fournissent

en temps réel des indications sur les emplacements des avant-gardes des troupes terrestres alliées et des centres de résistance de la *Wehrmacht*.

Les agents (hommes ou femmes), les honorables correspondants, ce qu'on appelle aujourd'hui le « renseignement humain » (HUMINT) s'avèrent essentiels : ils fournissent des informations clés, souvent en contradiction avec ce qu'annoncent les diplomates, les attachés militaires, voire les sources alliées. C'est à des agents recrutés, formés et engagés dans des conditions difficiles, que le SR doit plus du 75 % de ses rapports. Parmi eux, des officiers autrichiens incorporés dans la *Wehrmacht* qui manifestent de la sympathie envers la Suisse. Certains agents se révèlent des brebis galeuses : ainsi Arthur Fonjallaz, le colonel suisse fasciste, qui figure un temps parmi les informateurs privés de Masson et qui semble un agent double.

### **Une recherche qu'il faut constamment adapter aux circonstances**

La mobilisation générale de septembre 1939 désorganise les réseaux du SR qui comptent jusqu'alors de nombreux informateurs suisses, bénévoles le plus souvent, qui résident à des endroits sensibles. Ceux-ci rejoignent le pays pour remplir leur devoir militaire. Jusqu'en 1945, le travail effectué au SR, pourtant organe du commandement de l'Armée, ne compte pas comme service de troupe, si bien que les officiers de carrière et de milice du SR doivent partir sous les drapeaux ou fonctionner comme chefs de classe dans les écoles centrales et les cours d'état-major général. En 1942, le chef du bureau « Allemagne », responsable également de l'exploitation des renseignements, reste absent pendant 157 jours ! Roger Masson, lui-même, refuse de prendre le commandement d'un régiment, une décision que Jakob Labhart, le chef de l'État-major de l'Armée jusqu'à fin mars 1940, critique vivement.

Jusqu'en juin 1940, la recherche du renseignement reste relativement facile à la frontière Ouest. Selon le lieutenant-colonel EMG Cuénoud, « le Français, de nature causeur et insouciant, racontait volontiers ce qu'il savait. Le service de garde de l'Armée française, pas toujours très sérieux, présentait de nombreuses lacunes que nous avons exploitées. » Avec l'armistice de juin 1940, beaucoup de sources de renseignements disparaissent. Au SR, personne n'a prévu une telle hypothèse. Il faut donc remettre sur pied une organisation, alors que les mesures draconiennes prises par les Allemands dissuadent Français et Suisses de faire du renseignement et que la formation d'un agent exige beaucoup de temps.

En 1944, après le débarquement de Normandie et de Provence, de nombreuses sources de renseignements tarissent à nouveau. Si de nombreux Français acceptaient de fournir des informations sur leur ennemi allemand, ils refusent d'en livrer sur les troupes qui les libèrent. Le SR

suisse se trouve dans l'obligation de reconstituer ses réseaux, alors que les mesures de sécurité prises par les Alliés s'avèrent aussi gênantes que celles de la *Wehrmacht*.

Au début de l'année 1945, la mobilisation totale en Allemagne empêche les hommes de confiance et les agents du SR suisse de travailler. L'impossibilité pour eux de se déplacer librement, la désorganisation grandissante compliquent la recherche du renseignement. Les bombardements et les exodes de populations rompent lignes et réseaux. La dépréciation du *Reichsmark* oblige le SR à payer ses collaborateurs allemands en nature ou en les autorisant à séjourner en Suisse. Ces difficultés, personne ne les a prévues. Ce sont pourtant de tels agents qui découvrent que le Réduit allemand, prétendument similaire au Réduit national suisse, dont la propagande de Goebbels parle beaucoup, ne correspond à rien de concret.

### 3. Une antenne à la frontière : le Bureau « Ajoie »

Dès le début du conflit, Roger Masson, pour accélérer la recherche du renseignement, améliorer la fiabilité des informations, donc mieux détecter les menaces, crée des « postes récepteurs » le long de la frontière, commandés par de jeunes officiers. Le premier, à Porrentruy, fonctionne dès mai 1940, bientôt suivi, en Suisse romande, par ceux de Lausanne, de Neuchâtel et d'Yverdon. Chacun comprend un responsable assisté de quelques collaborateurs. Pour lui, il s'agit de recruter et de former des passeurs, des responsables de boîtes aux lettres, des agents fixes ou itinérants, des informateurs, des indicateurs, ainsi que d'exploiter leurs informations, avant de les transmettre à la centrale à Berne.

Le premier-lieutenant Denys Surdez<sup>479</sup>, instituteur à Bassecourt, comme son successeur le lieutenant Faller jusqu'en janvier 1945<sup>480</sup>, travaille pour le Service de renseignement stratégique de l'Armée. Il dirige le Bureau « Ajoie » dont les antennes se trouvent dans les districts de Porrentruy et des Franches-Montagnes. Au départ, il doit tout inventer et improviser. Son PC se trouve à la ferme de Waldegg, au-dessus du château de Porrentruy. Madame Lachat, la patronne, y accueille discrètement des centaines d'hommes et de femmes.

Le lieutenant Bothmer est l'adjoint de Denys Surdez, le soldat trompette Quartier-la-Tente un de ses proches collaborateurs. Le Bureau compte 20 agents en 1940, 50 en 1941, 100 en 1942, 250 en 1943, 130 en 1944. Deux autres frères Surdez font partie de l'organisation, l'un instituteur à Courtemaîche, l'autre habitant aux Bois dans les Franches-Montagnes, où on l'accuse d'être un agent du *Reich*, parce que sa femme est allemande. Il travaille à plein temps pour le Bureau « Ajoie ». Le 1<sup>er</sup> juin 1944, un gendarme du lieu fait rapport : Yves Surdez fréquente journallement les

auberges. Un soir, il a même dépensé 40 francs à l'hôtel de la Couronne ! Il emprunte de l'argent, entre autres, à des sommelières. Le maire des Bois, dans une déposition au juge d'instruction du 25 août 1944, confirme ces faits<sup>481</sup>.

Au Bureau « Ajoie », le travail repose largement sur le bénévolat et le système de milice. Roland Corfu, négociant à Delémont et radioamateur, monte des émetteurs-récepteurs pour des agents travaillant en France. On s'occupe de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, on recueille au passage des informations concernant la Grande-Bretagne et on a des liaisons radio jusqu'en Pologne ! L'effort principal porte pourtant sur l'Alsace, l'est de la France et l'Allemagne du Sud. La centrale demande de repérer les formations allemandes qui y sont stationnées et de fournir, tous les dix jours, un ordre de bataille actualisé, un travail qui ne pose pas de grands problèmes lorsque des agents quadrillent la zone, assistés par des personnes sédentaires qui leur transmettent des informations.

La collecte se fait par le bas, grâce au patriotisme de Français qui croient travailler contre l'occupant allemand : ils n'accepteraient pas de prendre des risques pour la Suisse. Connaissant parfaitement leur région, ils peuvent compter sur des proches et des amis. Il s'avérerait très difficile de procurer à des Suisses les documents officiels indispensables (cartes d'identité, cartes d'alimentation, *Ausweis* divers qui changent souvent). Sans ces documents, ces hommes et ces femmes devraient se déplacer clandestinement, ne pouvant ni manger au restaurant, ni loger à l'hôtel. Ils auraient également moins de chances de se fondre dans l'environnement. Surdez, en principe, n'engage pas de Suisses pour des missions à l'étranger. Ces agents sont amenés à passer très souvent et clandestinement la frontière entre l'Ajoie et la France. Quand ils se trouvent dans l'impossibilité de le faire, ils utilisent parfois des bovins, plus souvent des chiens qu'ils chargent de leur courrier<sup>482</sup>.

La famille Quain de la Queue au Loup à Boncourt, en particulier Yvonne, qui a fait ses classes à Lebétain dans le Territoire de Belfort et est mariée à un Français, ainsi que les Monnod à trois cent mètres de là, en France, font passer renseignements, résistants, réfugiés, agents gaullistes, britanniques et polonais, ainsi que des articles de contrebande.

Le Bureau « Ajoie » interroge les voyageurs qui se présentent à la frontière, les prisonniers de guerre évadés et les réfugiés. Surtout, il est branché sur le réseau français « Kléber », via le sous-réseau « Bruno » actif en Franche-Comté et dirigé par le commandant Gaston Pourchot, attaché militaire adjoint à l'ambassade de la France vichyste en Suisse. Un jeune homme exceptionnel, Albert Meyer, futur général français, y travaille. Ce Belfortain d'origine collecte des informations sur l'ordre de bataille allemand en France, franchit la frontière suisse à plus de deux cents reprises, passant avec son vélo à Boncourt, puis à Damvant via Chamesol ; les

garde-frontière suisses ont l'ordre de ne pas le contrôler. Jusqu'en 1942, un debriefing a lieu à Porrentruy avec le premier-lieutenant Surdez au restaurant du Belvédère, puis le capitaine Clément le prend en charge à Genève. Albert Meyer se rend alors à Berne où le commandant Pourchot prend la relève. La filière d'évasion d'Albert Meyer permet de sauver plus de mille personnes dont l'existence est menacée, notamment les parents de Pierre Mendès France, futur président du Conseil<sup>483</sup>. « Jamais [...] la collaboration, si féconde, avec les services alliés ne nous fit défaut, écrit Denys Surdez. Ils nous fournissaient des plans, des renseignements que jamais, avec nos faibles moyens et nos improvisations, nous n'aurions pu acquérir ».

Au Bureau « Ajoie », on tend à oublier des principes élémentaires : le cloisonnement reste inexistant, des agents se constituent des archives qui vont servir au contre-espionnage allemand. En mai 1942, un dénonciateur anonyme signale que « le lieutenant Surdez se cachait à peine pour recevoir ses trop nombreux agents dans les établissements publics (buffet de la gare à Porrentruy, hôtel du Simplon, tea-room [*Belvédère*], etc.), ce qui ne pouvait échapper à la population ». La simple écoute de conversations est en effet une importante source d'informations pour les services de renseignement, ce qui risque de provoquer la décapitation de réseaux. En été 1942, une rafle allemande, catastrophique, démantèle pour longtemps les contacts français du Bureau « Ajoie »<sup>484</sup>.

Voilà qui explique que des résistants et des agents français n'apprécient pas le premier-lieutenant Denys Surdez et ses collaborateurs suisses. « Le jour viendra, la guerre finie, où il faudra s'expliquer, écrit l'un d'eux. Ce n'est pas le moment maintenant, certaines choses ne peuvent être dévoilées encore, vu les conséquences qu'elles entraîneraient dans notre Pays [*la France*], mais, ce jour-là, je ne m'arrêterai plus aux menaces ni au chantage. Il faudra départager ceux qui, eux, ont travaillé proprement des menteurs et des voleurs et c'est nous qui aurons raison. [...] Moi je ne travaille que pour mon pays [*la France*], j'aide à côté de cela la Suisse, c'était donc parfait. Mais le jour où des Suisses indignes veulent me mettre le bâton dans les roues, je les abandonne froidement car si quelqu'un avait besoin de son voisin, ce n'était pas moi. En France, jamais personne n'y est venu pour moi et n'y viendra. Mes chefs français étaient avec moi, si bien que je n'ai eu aucun regret de plaquer des fumistes qui pensaient nous exploiter. [...] Si vous apprenez ou si vous avez appris quelque chose de nouveau quant aux méfaits des pirates de Porrentruy [*Surdez et ses collaborateurs*], faites-moi signe. Je m'intéresse toujours à leurs saletés pour leur en demander des comptes plus tard »<sup>485</sup>. De tels faits, une liaison radio non autorisé jouent un rôle dans le limogeage de Denys Surdez et de ses frères en automne 1944 et son remplacement par le capitaine Pierre Clément.

## Renseignement et contrebande

Comme il s'avère impossible de payer les agents français avec de l'argent de Vichy (le trafic de devises est interdit), ils reçoivent à chaque passage des paquets de tabac Burrus, voire d'autres marchandises qu'ils peuvent facilement écouler en France. Denys Surdez s'en procure 300 en mai 1944, 350 en juin. Il laisse ses gens faire de la contrebande, ce qui leur fournit par ailleurs une excellente couverture. S'ils se font prendre par les Allemands, leur ballot est confisqué et ils passeront quelques jours en prison, alors qu'un espion risque la peine capitale. Le premier-lieutenant Surdez travaille avec des passeurs-contrebandiers «honnêtes», qui fraudent par tradition, par goût de l'aventure, mais qui profitent de chaque occasion pour emporter leurs propres marchandises<sup>486</sup>. Des trafiquants, prêts à collaborer avec n'importe qui pour des espèces sonnantes et trébuchantes, peuvent mettre le réseau en danger. La Gestapo est partout, qui paie bien ses indicateurs; la délation atteint un niveau inquiétant, comme le risque d'engager des agents doubles.

Les gardes-frontière, qui reçoivent la liste des agents autorisés à passer la frontière sans contrôle, supportent mal ces autorisations de transgresser la loi, d'autant qu'ils sont à couteaux tirés avec le premier-lieutenant Surdez. En décembre 1944, alors que la 1<sup>ère</sup> Armée française a débouché en Alsace et que les opérations ont pris fin aux frontières de l'Ajoie, le service de recherche des douanes suisses fait arrêter plusieurs collaborateurs des services de renseignement de Masson, dont plusieurs sont amenés à la prison de Porrentruy<sup>487</sup>!

### Renseignement et contrebande vus par le chef du poste de douanes de Boncourt

«Durant cet été [1940] s'organisa dans notre région un service de renseignement composé de deux groupes. Le premier, sous les ordres du premier-lieutenant Surdez, travailla pour l'état-major de l'Armée; le second, sous les ordres du premier-lieutenant Feignoux, pour la brigade frontière 3. Ces deux services fonctionnèrent indépendamment, en recrutant le personnel nécessaire des deux côtés de la frontière. Pour faciliter le passage de ces agents, on communiqua à notre poste leurs noms et parfois même l'heure et l'endroit du passage. Pendant une courte période, on introduisit aussi un mot de passe, mais ce système échoua à cause de l'indiscrétion de certains des dits agents. Si, au début, ces personnes travaillèrent assez correctement, nous eûmes plus tard souvent l'occasion de constater qu'elles s'occupaient plutôt

de la contrebande, laissant à l'arrière-plan le souci de recueillir les précieux renseignements. L'activité du groupe du premier-lieutenant Surdez notamment laissa beaucoup à désirer ; ceci en raison du recrutement de sujets peu corrects, dont l'unique préoccupation était de faire la contrebande. C'est pourquoi le premier-lieutenant Surdez fut destitué comme officier de renseignement et remplacé par le lieutenant Faller. La réorganisation de ce service eut d'heureux résultats et les gardes-frontière constatèrent avec satisfaction que ce nouveau personnel travaillait plus consciencieusement. Les passages des agents Surdez et Faller furent de préférence le Réchésat, la plaine entre Boncourt-route et Dérinez et plus tard la Queue-au-Loup. Le personnel du premier-lieutenant Feignoux, avec son homme de confiance, Monsieur François Bourquenez à Boncourt, avait son passage habituel dans le parc de Monsieur Henry Burrus. [...] ».

« [En 1941] la contrebande à l'importation et à l'exportation ne fut que de moindre importance, mais fréquemment des personnes habitant notre pays furent verbalisées parce qu'elles franchirent sans motif plausible et sans autorisation la zone frontière des cent mètres. [...] Au cours de cette année [1942], la contrebande à l'importation fut pour ainsi dire nulle ; celle à l'exportation (principalement du tabac et des cigarettes) s'intensifia de plus en plus. [...] Dans la nuit du 22 au 23 juillet [1942], un garde-frontière du poste de Dérinez surprit, dans la Combe des Cantons, un contrebandier qui emportait une charge de tabac. L'homme ayant refusé de s'arrêter à la sommation du garde, ce dernier fit feu et le contrebandier s'écroula, mortellement touché. [...] ».

« Vers la fin de l'année, la contrebande s'accrut de plus en plus, notamment à la Queue-aux-Loup, où elle prit des proportions inimaginables. Les gardes-frontière constatèrent souvent que ce n'était plus le facteur qui apportait les colis à cette ferme, mais qu'un des fermiers de la Queue-aux-Loup les amenait lui-même à destination avec un char à pont. En effet, la quantité de colis était telle qu'il eût été impossible au facteur de les conduire avec sa charrette. Les fermiers étaient cependant toujours accompagnés, pour ces transports de colis, par le facteur ; de sorte que la douane n'était pas autorisée à faire procéder à un contrôle des dits convois. Il était évident que la presque totalité de ces colis étaient destinée à l'exportation ; aussi nous fut-il incompréhensible pour quelles raisons les autorités compétentes n'arrêtèrent pas ce trafic. D'autre part, tout laisse supposer que de nombreuses lettres franchirent la

frontière en même temps que les colis en question ; les circonstances étaient donc on ne peut plus favorables pour pratiquer l'espiionage contre notre pays »<sup>488</sup>.

### **Le renseignement selon le chef du poste de douane du Chaufour<sup>489</sup>**

« Dans le secteur du Jura, nous avions trois groupes pour le service de renseignement :

1<sup>er</sup> groupe : les gardes-frontière travaillant pour le bureau du Corps [des gardes-frontière].

2<sup>e</sup> groupe : les agents travaillant pour l'État-major général de l'Armée.

3<sup>e</sup> groupe : les agents travaillant pour la brigade frontière 3 ».

« La tâche qui devait être exécutée était très importante pour notre Armée. D'une manière générale, les agents devaient rapporter exactement ce qu'ils avaient vu, où et quand. La date et l'heure étaient très importantes. Si le rapport n'était pas le résultat d'une observation personnelle, les agents devaient préciser exactement comment et de qui ils l'avaient obtenu. Les directives ci-après devaient être strictement observées :

1. L'identification des unités ennemis, avec le numéro et les lettres figurant sur les épaulettes ainsi que la couleur des uniformes.
2. Les mouvements de troupes, vers leurs régions au point de concentration, sont le prélude de toute action militaire.
3. La circulation sur les routes, les agents devaient préciser la direction, leur provenance, la nature des troupes, le nombre, les unités et les formations auxquelles appartenaient les troupes.
4. Les mouvements ferroviaires, la direction suivie par les trains, la composition des trains, combien de wagons, de plateformes, etc. Le contenu des trains, troupes ou seulement des transports motorisés. Les unités et formations auxquelles appartenaient ces troupes.
5. La circulation sur les rivières et canaux s'appliquait aussi comme sous chiffre 4.
6. La défense anti-aérienne devait indiquer le nombre de canons, lourds ou légers, l'emplacement exact et si les batteries étaient fixes ou mobiles (joindre si possible un croquis).
7. Les ouvrages de défense comprenant des batteries de défense côtières et autres fortifications côtières, des fortifications intérieures (ouvrages bétonnés, réseaux de câbles, obstacles antichars, etc.).

8. Les voies de communications de tous genres avaient une valeur au point de vue militaire. Elles intéressaient directement les mouvements, le ravitaillement et le stationnement des armées.
9. Les magasins de ravitaillement militaire, la circulation vers ces lieux, la création et l'emplacement des magasins de ravitaillement indiquaient fréquemment les intentions de l'ennemi.
10. Il était très important de recueillir des informations sur les gaz de combat, leurs contenus, ainsi que toutes les mesures de protection adoptées.
11. Les rapports sur les systèmes de signaux et transmissions de l'ennemi étaient très importants ».

« Dans le secteur de notre poste, les passages des agents du service des renseignement ont été très restreints, la région n'étant pas très favorable pour se rendre sur territoire étranger. Plusieurs agents du service de renseignement ont exécuté un travail pénible et important, même jusqu'au sacrifice de leur vie pour notre Armée. Par contre, quelques-uns abusant des facilités et des tolérances que l'administration des douanes leur avait accordées, se sont abandonnés à faire de la contrebande. Dans la règle générale, le service de renseignement suisse a rapporté d'importantes informations pour la sécurité de notre Armée et du pays tout entier »<sup>490</sup>.

Denys Surdez, dans *Guerre secrète aux frontières du Jura*, déplore qu'à la fin de la guerre, les autorités fédérales n'aient pas récompensé les agents suisses et français qui avaient bien servi le SR. Était-il possible – vu le statut de neutralité du pays – de reconnaître officiellement une collaboration avec les services alliés ? Il oublie qu'après coup, un tel travail, toujours aux limites de la légalité et de la morale, suscite le plus souvent reproches et critiques. En 1945 éclate l'*affaire Masson* : on l'accuse d'avoir été en contact avec le général SS Schellenberg, alors que le chef d'un SR stratégique « se doit de saisir toutes les occasions qui se présentent et ne pas redouter de couper même avec le diable<sup>491</sup> » en personne si celui-ci peut lui fournir des informations clés !

#### 4. Service de renseignement à la troupe, l'exemple de la brigade frontière 3

Dans chaque état-major depuis le niveau bataillon jusqu'au corps d'armée, il existe un service de renseignement dont la mission consiste à connaître la situation dans le secteur de la formation et dans sa zone d'in-

térêt. Il doit permettre au commandant de prendre des décisions adéquates et现实的.

L'officier de renseignement, à l'état-major de la brigade frontière 3, dispose d'hommes de confiance, d'honorables correspondants établis dans le nord du Jura bernois, qui recrutent des agents, des indicateurs en Suisse ou en France voisine. Le premier-lieutenant Frédéric Feignoux<sup>492</sup> semble respecter le principe du cloisonnement. « Le chef du service de renseignement n'a pas à connaître les agents. C'est un principe fondamental du fonctionnement de tout SR »<sup>493</sup>. À l'état-major de la brigade, une cellule « Renseignement », comprenant des sous-officiers et des soldats, gère les informations qui lui parviennent, assure la diffusion des rapports et des bulletins de renseignement, tient à jour les cartes de situation. Ces hommes ne sont pas appelés à travailler sur le terrain. Dans les régiments et les bataillons, on trouve une organisation similaire, mais de moindre envergure, qui ne travaille que dans la zone d'intérêt du corps de troupe. « Dans chaque état-major, on désigne un chef du service de renseignement ou un officier de renseignement. C'est généralement l'adjudant qui, au bataillon, [...] remplit ces fonctions. [...] Il veille à ce que le chef du service des transmissions, qui lui est tactiquement subordonné, connaisse toujours la situation et les intentions du commandant [...] »<sup>494</sup>.

En septembre 1939, la brigade frontière 3 couvre, au nord et à l'ouest de la vallée de Delémont, la mobilisation et la mise en place de l'armée de campagne, elle tient les Rangiers. Après juin 1940, elle s'oppose au franchissement des chaînes du Jura et couvre la vallée de l'Aar<sup>495</sup>. Sa zone d'intérêt, 30 à 100 kilomètres au-delà de la frontière, comprend la partie Nord de la Franche-Comté, le Territoire de Belfort et le Sundgau. Pour ses officiers de renseignement, le capitaine Liengme<sup>496</sup>, puis le premier-lieutenant Feignoux, il s'agit de fournir au commandant de brigade, le colonel Du Pasquier, puis le colonel Villeneuve, une image de la menace qui lui permette, le cas échéant, d'adapter son dispositif.

Au cours de la guerre, la brigade frontière 3 se trouve subordonnée au 1<sup>er</sup> corps d'armée, voire à des divisions déployées au nord-ouest de la Suisse. Normalement, son officier de renseignement devrait respecter la voie hiérarchique, envoyer ses rapports et ses appréciations de situation à la division ou au corps d'armée. Le journal du major EMG Bernard Barbey, évoque des contacts directs entre le premier-lieutenant Feignoux, l'état-major particulier du Général et le Commandant en chef lui-même. 7 septembre 1944 : « Feignoux nous conduit au poste frontière de Damvant où le Général s'entretient avec le capitaine Harnisch, commandant les F.F.I.<sup>497</sup> de la région ». 14 novembre : « Téléphone de Feignoux [à l'état-major particulier du Général] : les indices se multiplient ; des troupes françaises montent en ligne, la préparation d'artillerie semble commencée ». 19 novembre :

« Au point 509, à l'est de Boncourt, où nous avons un observatoire, nous [le Général et quelques officiers] rejoignons Feignoux, toujours bien renseigné, pour suivre le déroulement de la lutte. [...] Tandis que les chars de la 1<sup>ère</sup> D.B. continuent à foncer vers l'Est, longeant la frontière dans un vaste bruit de chenilles, des chars isolés déboîtent vers le Nord et vont s'emboîter dans les clairières, où ils ont sans doute pour mission de couvrir la manœuvre sur son flanc gauche, de tenir la lèvre ouverte »<sup>498</sup>.

### François Bourquenez travaille pour le SR de la brigade frontière 3

Dans sa biographie de François Bourquenez, Michel Colney publie – c'est l'intérêt essentiel de son livre – des documents relatifs au renseignement qui se trouvent dans les archives de ce citoyen-soldat boncourtois qui, après 1945, a fait le ménage dans ses papiers, détruisant tout ce qui pouvait porter préjudice à des familles jurassiennes et françaises proches de la frontière. Bourquenez note en style télégraphique dans des carnets les informations qu'il recueille. Il conserve quelques rapports de synthèse de Frédéric Feignoux, l'officier de renseignement de la brigade frontière 3, les copies des rapports qu'il lui adresse. S'y ajoutent 6 rapports de 2 de ses informateurs, « Buch » et « Argus ». Ces documents permettent de se faire une idée du service de renseignement dans une grande unité de l'Armée suisse.

Contrairement à ce qu'affirme Michel Colney, Frédéric Feignoux et François Bourquenez ne figurent pas dans les effectifs du Bureau « Ajoie », antenne du Service de renseignement stratégique de l'Armée. Il n'y a pas de « concurrence impitoyable » entre celui-ci et le service de renseignement de la brigade frontière 3<sup>499</sup>. Les agents et les missions, en principe, ne sont pas les mêmes, mais on se transmet informations et renseignements, lorsqu'on sait qu'ils peuvent intéresser l'autre organisation. Dans les carnets de François Bourquenez figure par exemple le nom de Frédéric-Robert Lüscher, professeur d'allemand à l'Ecole cantonale de Porrentruy, qui collabore avec le Bureau « Ajoie »<sup>500</sup>.

Depuis le 28 août 1939, l'appointé François Bourquenez, est incorporé à la compagnie frontière de fusiliers II/231 de la brigade frontière 3, commandée par le capitaine Racine<sup>501</sup>. Il est détaché à la compagnie de police frontière 3, directement subordonnée à la brigade<sup>502</sup>, qui appuie les gardes-frontière, surveille les passages obligés et patrouille le long de la frontière. Il fait service à la section Courvoisier stationnée à Boncourt, participe à l'aménagement du poste de Dérize et du poste d'observation du Mont-Renaud (point 509). À la fin septembre, il visite les postes de la compagnie implantés à proximité de bureaux de douanes<sup>503</sup>. Le 22 novembre, il retourne à sa compagnie d'incorporation et est démobilisé le 9 décembre.

Il présente un bon profil pour entrer au service de renseignement de la brigade frontière 3 : il habite Boncourt, littéralement sur la frontière,

il connaît de nombreux Français à Delle et dans la région, il jouit de la confiance, de l'appui de son employeur, le conseiller national Henry Burrus, un des patrons de la manufacture de tabacs, chez qui il travaille comme jardinier-chauffeur. Il possède un chien d'une perspicacité particulière. Les soldats allemands et suisses ont un uniforme qui se ressemble, mais le chien n'aboie qu'au passage de patrouilles allemandes.

À la fin de la guerre, François Bourquenez écrit : « J'ai fait du S.R. dès 1939 [...]. À côté du S.R., j'ai fait tout mon service avec mon unité, le cp fr fus II/231, sauf ces derniers mois [de 1944] où j'ai consacré tout mon temps au service de la brigade ». Le 14 juin 1944, il envoie une lettre à Frédéric Feignoux : « Je pars au service demain. Si je te suis nécessaire à la frontière, veuille bien me téléphoner à la compagnie. Tu sais que je te suis entièrement dévoué, et ne crains pas de me donner des missions lorsque je suis mobilisé »<sup>504</sup>. S'il effectue des périodes militaires comme les hommes de sa compagnie d'incorporation, il n'interrompt pas ses activités secrètes pour autant. Sur les 62 rapports qu'il envoie au premier-lieutenant Feignoux, 16 seulement sont rédigés en dehors d'une période de service à sa compagnie d'incorporation<sup>505</sup>. Chef « Matériel » de cette unité, il doit bénéficier de facilités, de nombreux congés et permissions !

En automne 1944, il officie à plein temps aux ordres de l'officier de renseignement de la brigade 3, ce qui l'amène à passer souvent la frontière pour recueillir des informations auprès de Français de confiance, de gendarmes, de résistants, de F.F.I. d'hommes des maquis comme celui du Lomont. Relais et boîtes aux lettres se trouvent dans des fermes proches de la frontière<sup>506</sup>. Comme le Bureau « Ajoie », François Bourquenez paie son monde en paquets de tabac Burrus, ce qui permet aux intéressés d'avoir une couverture de contrebandiers.

Ses chefs militaires savent-ils qu'il fait partie, en tant qu'*agent P1*<sup>507</sup>, du réseau français « Kléber-Bruno » (surtout actif en Franche-Comté), qu'il rend des services à la Résistance, ce qui lui permet d'obtenir des informations intéressantes pour la brigade frontière 3 ? Savent-ils qu'il sert de passeur à des réfugiés, des aviateurs alliés abattus sur territoire français, des membres de la Résistance et des gens des services de renseignement alliés, en tout plusieurs centaines de personnes ? Dans ses papiers, rien n'indique qu'il reçoit une rétribution, ni de la brigade, ni de ceux qui arrivent en Suisse grâce à lui, mais on sait que les Suisses restent discrets sur les questions financières. Il doit probablement être dédommagé pour ses frais. Pour avoir sauvé de nombreuses vies comme passeur, François Bourquenez recevra de la France la Croix du passeur et la Légion d'honneur.

Parmi ceux qui travaillent pour le premier-lieutenant Feignoux, on peut citer Gaston Galeuchet, René Krebs, Jules Noirjean, Jean Plomb de Boncourt, Marcel Vallat dit *Le Diénat*, vraisemblablement son frère Paul dit *Le Benz*, tous deux de Bure. Les histoires de contrebande, les anecdotes plus

ou moins légendaires relatives aux activités de ces hommes de l'ombre animent, aujourd'hui encore, les veillées en Ajoie. Ils font dans la contrebande et les passages transfrontaliers, mais également dans le renseignement pour le compte de la brigade frontière 3, comme le donne à penser un ordre de bataille des forces belligérantes à la frontière dans les papiers de Marcel Vallat. Ils semblent donner épisodiquement des coups de main au bureau «Ajoie». Quoi qu'il en soit, les Vallat, enfants d'un petit paysan pauvre, jouissent d'une certaine aisance à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

### Carnets, rapports, appréciations de situation, ordres de bataille

Les archives de François Bourquenez, bien qu'elles aient été *nettoyées* par l'intéressé et qu'elles ne couvrent qu'une infime partie des activités du SR de la brigade frontière 3, révèlent des procédures et des méthodes de travail. Le Boncourtois recueille des informations auprès de nombreux Suisses et Français. Comme il ne peut tout mémoriser, il prend des notes<sup>508</sup>, ce qui, bien entendu, ne serait pas possible s'il résidait en territoire contrôlé par les forces françaises ou allemandes. Tout son réseau risquerait de disparaître si un de ses carnets tombait en leurs mains !

À intervalles réguliers ou selon les demandes, les rapports de François Bourquenez à l'intention du premier-lieutenant Feignoux<sup>509</sup> énumèrent des faits plus ou moins avérés dans son secteur de recherche, selon le schéma « Qui, quand, quoi, où », avec indication de leur niveau de vraisemblance, souvent fonction du fournisseur. Pas question d'apprecier la situation locale, voire régionale ou d'émettre des hypothèses concernant les intentions, les possibilités des forces alliées ou allemandes. A l'occasion, il joint en annexes des rapports de ses informateurs, entre autres ceux d'un certain « Argus ». Seuls deux rapports de François Bourquenez (15 janvier et 20 mars 1944) concernent l'ensemble du territoire français.

Le grand nombre (37, dont 5 d'« Argus ») envoyés durant l'année 1944 s'explique par l'inquiétude du commandement de l'Armée suisse. Depuis le début septembre, les éléments de tête de la 1<sup>ère</sup> armée française se trouvent à la hauteur de Damvant, la XIX<sup>e</sup> armée allemande défend la Trouée de Belfort. Les Alliés pourraient couper à travers le saillant de Porrentruy pour déboucher dans le Sundgau, les Allemands en faire de même pour prendre à revers les forces du général de Lattre de Tassigny.

Les carnets et les rapports de François Bourquenez montrent l'ampleur des informations forcément disparates qui, regroupées, recoupées et synthétisées, donnent un tableau, localité par localité, des forces en présence dans la zone d'intérêt de la brigade frontière 3.

### **Extraits des carnets (1944)**

«18 septembre: Renforcement des ponts de Delle, Joncherey, Grandvillars, Thiancourt pour passage de matériel lourd, tanks, 2 batteries de 77 sont passées par Delle le 17 en direction de Montbéliard.

22 septembre: Ligne du front à Mandeure: 11e div bl [allemande] remplacée par 227e div bl en marche du Reich. 65 Sturmgeschütze, Ferdinand, 130-150 Panther, 150 chars Tiger<sup>510</sup>.

11 novembre: Bussurel: arrivée de 2 cp inf. Dr méd Riedweg, Frau Dr Riedweg, geb von Blomberg»<sup>511</sup>.

### **Extraits de rapports au SR de la brigade frontière 3**

«22 juin 1942: De source sûre, j'apprends qu'au moins trois des agents du plt Surdez ont été arrêtés par les Allemands. Jusqu'à maintenant, je ne connais que le nom d'un seul: Goetsch de Florimont.

29 novembre 1943: Le nommé Currie, compromis dans l'affaire Miserez Marcel, coiffeur à Delle, je crois agent du plt Surdez, jusqu'en juin 1942, a été tué par groupe de résistants. Currie avait sur lui une liste de 15 jeunes gens qu'il comptait dénoncer aux Allemands.

20 août 1944: En ce qui concerne Morvillars, il y a effectivement des membres du Gouvernement français, parmi lesquels on croit M. Laval. Ce qu'il y a de sûr, c'est que M. de Brinon a été vu vendredi passé à Belfort. Belfort a reçu l'ordre de préparer les chambres pour tout le personnel de Vichy, soit 300 chambres.

25-26 août 1944 : Le maréchal Pétain, accompagné de Madame Pétain et d'une suite restreinte, dans laquelle on remarquait un amiral, a quitté le château de Morvillars à 1710, heure suisse en direction de Mulhouse. Le convoi était gardé par des soldats d'aviation motorisée et par quelques miliciens. Laval n'est pas venu à Morvillars mais a quitté Belfort avec de Brinon en direction du ballon d'Alsace<sup>512</sup>.

28 août 1944 : Le maréchal Pétain est de retour à Morvillars. Il y a environ 500 hommes dans la localité. M. Laval et M. de Brinon sont, eux aussi, de retour à Belfort»<sup>513</sup>.

**Extraits d'un rapport d'« Argus » à François Bourquenez  
(30 mai 1944)**

« [...] Le coup porté à Belfort [le 25 mai] a des conséquences primordiales : c'est un centre ferroviaire de première importance, étant donné sa situation géographique. [...] le bombardement sera à renouveler au début de juin lorsque les voies auront été remises en état. [...] Etant donné qu'il existe un embranchement qui relie les lignes Sud-Est (ligne Dijon – Belfort) et Belfort – Mulhouse à quelques centaines de mètres avant la gare de Belfort proprement dite, il convient essentiellement de rendre cet embranchement inutilisable.

[...] A Epinal, les bombes eurent une conséquence inattendue. En effet, il existe un Stalag aux abords de la gare, où se trouvaient 3000 Hindous fait prisonniers à Tobrouk [qui] se sauvèrent [...] un certain nombre [...] réussirent à atteindre la Suisse [...] »<sup>514</sup>.

Faut-il admettre, comme le prétend Michel Colney, que « les précieuses informations qui émanent du service dont dépend François Bourquenez intéressent plus particulièrement [...] les services français, anglais et américains » et que le Boncourtois en fournit directement à l'O.S.S<sup>515</sup>? La centrale du SR suisse a-t-elle livré aux Alliés des données contenues dans les rapports de synthèse du premier-lieutenant Feignoux, dans ceux de Denys Surdez du Bureau « Ajoie »?

Le plan des usines Peugeot bombardées dans la nuit du 15 au 16 juillet 1943, les forces allemandes à Neuf-Moulin, les ordres de batailles de la 1<sup>ère</sup> Armée française et de la XIX<sup>e</sup> Armée allemande, les résultats des attaques de la résistance contre les infrastructures ferroviaires en mai-juin 1944, ceux du bombardement de la gare de Belfort concernent la zone d'intérêt de la brigade frontière 3.

### **Les rapports de synthèse du premier-lieutenant Feignoux**

Les rapports de synthèse, les bulletins de renseignement, les ordres de bataille établis par le premier-lieutenant Feignoux, officier de renseignement de la brigade frontière 3, concernent tous l'année 1944. Ils résultent d'un important travail de synthèse, de recouplement et d'appréciation de l'ensemble des informations acheminées par les multiples sources dont il dispose. Bien qu'ils laissent planer une bonne dose d'incertitude, ils fournissent au commandant de brigade et à son état-major des hypothèses concernant la menace dans un futur proche. Celles-ci ne figurent pas dans

les documents écrits mais on peut penser qu'elles sont présentées oralement lors des rapports d'état-major. Le bulletin de renseignement du 11 octobre 1944 porte le numéro 158, ce qui donne une idée de la fréquence à laquelle sort un tel document.

### Quelques extraits

15 octobre 1944 : « [...] [A la 1ère armée française,] des milliers de soldats de couleur, souffrant du froid, ont été acheminés sur le midi, au camp de Fréjus. [...] Les unités russes [servant dans la Wehrmacht] stationnées dans la région Delle – Fèche – Morvillars comprennent 5 escadrons, composés d'éléments russes et allemands. 4 escadrons sont placés sous le commandement d'officiers allemands, un seul est commandé par un officier russe. La pression alliée, pendant la première période d'octobre, contre les positions allemandes, est allée en décroissant. Il semble de moins en moins probable que notre région frontière doive devenir, dans un proche délai, le théâtre d'opérations décisives »<sup>516</sup>.

1<sup>er</sup> novembre 1944 : « [...] La 1ère armée française est engagée comme suit : alors que le 1<sup>er</sup> corps d'armée reste pour le moment en position d'attente au sud de Belfort, le 2<sup>e</sup> corps d'armée du général Montsabert est engagé dans les Vosges. [...] »

« Positions d'artillerie [allemande] à Roches-les-Blamont, Ecursey, région Ecot, région Montbéliard, région Audincourt. D'autre part, l'artillerie alliée bombarde continuellement région Héricourt, région Auxelles ».

11 novembre 1944 : « [...] le commandement allié renforce ses lignes par nouvelles troupes blindées et le commandement allemand relève les Kampfgruppen, qu'il avait dû jeter pêle-mêle sur le front, lors de la retraite de la XIX<sup>e</sup> Armée, par une unité divisionnaire fortement motorisée, dotée d'un bon matériel et formée de jeunes soldats ».

« Le centre de gravité des opérations pourrait [...] se déplacer [...] de la région des cols au-devant de la Trouée de Belfort ».

Certains témoignages donnent à penser que les commandants de troupe ne communiquent à leurs hommes qu'une infime partie des informations qu'ils reçoivent de la brigade concernant la situation au-delà de

la frontière<sup>517</sup>, qu'ils passent sous silence la menace que le SR voit planer sur l'Ajoie. En va-t-il de même des rapports de situation émis par Armée et Foyer<sup>518</sup>, censés être distribués jusqu'à l'unité ?

### **Armée et Foyer: Informations sur la situation actuelle**

QGA, 5 septembre 1944 : « Les Alliés chercheront peut-être à traverser la Suisse pour contourner la ligne Siegfried [...] les Allemands envahiront notre territoire pour prévenir cette opération ».

QGA, 18 septembre 1944 : « Aujourd'hui, c'est la région Porrentruy – Bâle qui se trouve particulièrement exposée. [...] Des divisions entières de la Wehrmacht pourraient être repoussées contre notre frontière [...] »<sup>519</sup>.

QGA, 18 octobre 1944 : « [...] les unités de la Wehrmacht qui se trouveraient acculées à la frontière suisse ne se laisseront pas interner. Elles chercheront à rejoindre leur territoire, si nécessaire, en violant le territoire suisse et en combattant ».

QGA, 28 novembre 1944 : « 350 hommes d'un régiment allemand se font interner en Ajoie »<sup>520</sup>.

Dans son Rapport au commandant en chef de l'Armée, le colonel divisionnaire Huber, chef de l'État-major général de l'Armée : « Le maintien d'une stricte neutralité eut pour résultat [...] d'annihiler la recherche du renseignement par les troupes de première ligne (activité des officiers de renseignement), c'est-à-dire les reconnaissances géographiques militaires de territoires non occupés par nous-mêmes, de zones étrangères, les renseignements et informations provenant des déclarations de prisonniers, déserteurs et réfugiés, la remise d'objets trouvés ou pris. Les commandants de troupe devaient être informés uniquement par le haut, soit par le commandement de l'Armée, sur les modifications de la situation au-delà de la frontière, sur l'ordre de bataille, l'organisation et les préparatifs d'un adversaire possible dans un secteur d'action probable (300 kilomètres de la frontière). Ces informations à sens unique eurent comme conséquences obligatoire une passivité des organes de renseignement des états-majors des troupes [...] »<sup>521</sup>.

Les archives de l'appointé François Bourquenez donnent à penser que la remarque du chef de l'État-major général de l'Armée ne s'applique pas à la brigade frontière 3. N'en irait-il pas de même dans les autres brigades fron-

## tière, la proximité de la menace expliquant le dynamisme de leurs organes de renseignement ?

- <sup>459</sup> «Au plaisir de Dieu», in Œuvres I. Paris, Gallimard, 2015. Collection La Pléiade, p. 804.
- <sup>460</sup> Pour approfondir cette problématique, on consultera aux Archives fédérales à Berne : Berichte des Bureau «France» und der Sektion «Alliés»; Dossier personnel de Denys Surdez, chef du Bureau «Ajoie»; Journal EM br fr 3 (25.3.1939 – 29.8.1945, 44 vol.); Rapports du SR br fr 3 (26.2.1941 – 5.4.1945 36 vol.); Commandement des gardes-frontières JU/NE, Porrentruy: *Les événements pendant la guerre 1939-1945 jusqu'au 31.12.1946 dans le secteur du poste de...* Les rapports des postes du Cerneux-Godat, La Bouègue, La Goule, Clairbié, Chauffour, Épiqueurez, La Motte, Montvoie, Bressaucourt, Chevenez, Roche-d'Or, La Combe de Roche-d'Or, Réclère-Grottes, Damvant, Grandfontaine, Bure, Montignez, Lugnez, Bonfol et Charmoille sont disponibles au bureau de secteur de Porrentruy. Les rapports des postes de Goumois, Fahy, Boncourt-Delle, Beurnevésin, Lucelle et Miécourt sont disponibles aux postes; Hervé de Weck: *Guerre secrète en Ajoie. Service de renseignement stratégique de l'Armée et Service de renseignement de la brigade frontière 3. 2<sup>e</sup> édition revue. Numéro S Bibliothèque Am Guisanplatz, 2016 / Der verborgene Krieg in der Ajoie. Strategischer Nachrichtendienst der Armee und Nachrichtendienst der Grenzbrigade 3. S.I., Verein Historische Militäranlagen Freibourg/Bern, Jahreshaft 2015.*
- <sup>461</sup> Jean-Christophe Notin: *Le maître du secret. Alexandre de Marenches légende des services secrets français*. Paris, Tallandier, 2018, p. 12, 145.
- <sup>462</sup> Font exception, entre autres, Pierre-Th. Braunschweig: *Geheimer Draht nach Berlin. Die Nachrichtenlinie Masson – Schellenberg und der schweizerische Nachrichtendienst im zweiten Weltkrieg*. Zürich, Neue Zürcher Zeitung, 1989. 528 p.; Christian Rossé: *Le Service de renseignement suisse face à la menace allemande 1939-1945*. Panazol et Neuchâtel, Lavaudelle et Alphil, 2006. 306 p., ainsi que la version grand public de sa thèse, *Guerre secrète en Suisse 1939-1945*. Paris, Editions Nouveau Monde, 2015. 518 p.
- <sup>463</sup> Parmi les ouvrages à sensation dont le sérieux laisse à désirer, Jon Kimche: *Un général suisse contre Hitler. L'espionnage au service de la paix*. Paris, Fayard, 1962; Pierre Accoce, Pierre Quet: *La guerre a été gagnée en Suisse*. Paris, Perrin, 1966; Michel Colney: *François Bourquenez, agent de renseignement à la frontière suisse*. S.l., Editions C.S.V., 2012, 298 p.
- <sup>464</sup> Un «honorable correspondant» est un personnage dont les activités professionnelles permettent de glaner des informations et qui accepte de les transmettre bénévolement à un service de renseignement.
- <sup>465</sup> Porrentruy, Editions Transjuranes, 1985.
- <sup>466</sup> «Les défis du renseignement militaire», in *Revue militaire suisse*, juillet-août 2016.
- <sup>467</sup> Jacques Baud: *Le renseignement et la lutte contre le terrorisme. Stratégies et perspectives internationales*. Paris, Lavaudelle, 2005, p. 250.
- <sup>468</sup> Denys Surdez: *La guerre secrète...*, p. 80-82.
- <sup>469</sup> Michel Klen: «Renseignement humain et terrorisme», in *Défense nationale*, avril 2007, p. 122.
- <sup>470</sup> Henri Klus: «Activités et relations d'un attaché à Prague...», in *Les armées dans la Guerre froide en Centre-Europe (1945-1990)*. Paris, L'Harmattan, 2019, p. 233.
- <sup>471</sup> Comme le montre Klaus Urner dans «Il faut encore avaler la Suisse». Les plans d'invasion d'Hitler. Genève, Georg, 1996.
- <sup>472</sup> Le Rapport de la Commission indépendante d'experts Suisse – Deuxième Guerre mondiale n'accorde que quelques lignes à la menace militaire contre la Suisse, ne fait aucune mention du soutien accordé par le SR aux services alliés et aux divers mouvements de résistance en France et en Italie. *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale*. Zürich, Pendo, 2002.
- <sup>473</sup> Diamant de qualité médiocre, utilisé comme abrasif industriel.
- <sup>474</sup> Lors de la création des Mouvements unis de la Résistance (MUR), Bénouville devient membre de leur comité directeur. En parallèle, il s'implique personnellement dans la mise en place de contacts entre les mouvements de Résistance intérieure et la France libre, franchissant une cinquantaine de fois la frontière franco-suisse. Robert Belot: *L'Affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle? 1943 – 1944*. Paris, Armand Colin, 2009.
- <sup>475</sup> Dans notre contribution, nous reprenons de nombreux éléments dans la thèse de Christian Rossé, *Guerre secrète en Suisse 1939-1945*. Paris, Editions Nouveau Monde, 2015, sans toujours l'indiquer en note, pour réduire au maximum l'appareil critique.
- <sup>476</sup> Jacques Baud: *Le Renseignement et la lutte contre le terrorisme. Stratégies et perspectives internationales*. Paris, Lavaudelle, 2005, p. 121.
- <sup>477</sup> *Dans le secret des princes*. Entretiens avec Christine Ockrent. Paris, Stock, 1986, p. 234.
- <sup>478</sup> Département des affaires étrangères.
- <sup>479</sup> Brevet d'instituteur en 1928; promu lieutenant en 1931; nommé instituteur à Vellerat en 1933; promu premier-lieutenant en 1937; nommé instituteur à Bassecourt; décès en 1998 (Denis Moine: [www.chronologie-jurassienne.ch](http://www.chronologie-jurassienne.ch)).
- <sup>480</sup> Les activités du Bureau «Ajoie» cessent en janvier 1945.
- <sup>481</sup> Christian Rossé: *Echanges de l'ombre aux frontières du Jura, l'activité des réseaux d'information et de renseignement*. Exposé au Cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'émulation. Porrentruy, 27 mars 2004. Denys Surdez: *La guerre secrète...* La thèse de Pierre-Th. Braunschweig, consacrée au SR suisse entre 1939 et 1945, plus spécialement aux contacts entre le colonel brigadier Masson et le général SS Walter Schellenberg, exploite scientifiquement des documents de première main. Elle permet de mieux comprendre le travail et les difficultés quotidiennes d'un Denys Surdez.
- <sup>482</sup> Denys Surdez: *La guerre secrète...*
- <sup>483</sup> Gouvernement français.
- <sup>484</sup> Michel Colney: *François Bourquenez...*, p. 31.
- <sup>485</sup> Lettre du 16 mars 1944 adressée par «Albert» à la famille Vallat de Porrentruy. Papiers personnels Hervé de Weck.
- <sup>486</sup> Dans le sens France – Suisse, des produits achetés au marché noir dans un pays qui connaît la pénurie :

- jambon, beurre, sucre, parfums, savons de marque, papier à cigarettes, diamants industriels, pneus, chaînes de bicyclette. Dans le sens Suisse – France : tabac, cigares, café, chaussures, bas de femme, montre en or, chronomètres. Jean-Pierre Marandin : *Résistance 1940-1944. A la frontière franco-suisse, des hommes et des femmes en résistance*, t. I. Besançon, Cêtre, 2005, p. 100 ; Jürg Stadelmann : « Le Corps des gardes-frontière au service de la politique suisse d'asile durant la Seconde Guerre mondiale », in *Revue suisse des douanes*, automne 1989, p. 17 – 25.
- <sup>487</sup> Information fournie par Henry Spira le 2 octobre 2005.
- <sup>488</sup> Les événements pendant la guerre 1939-1945 jusqu'au 31.12.1946 dans le secteur du poste de Boncourt. Commandement des gardes-frontières JU/NE, Porrentruy.
- <sup>489</sup> Poste frontière au nord-est de Soubey dans le clos du Doubs.
- <sup>490</sup> Les événements pendant la guerre 1939-1945 jusqu'au 31.12.1946 dans le secteur du poste du Chaufour. Commandement des gardes-frontières JU/NE, Porrentruy.
- <sup>491</sup> Jean-Jacques Langendorf : *La Suisse dans les tempêtes du xx<sup>e</sup> siècle*. Genève, Georg, 2001, p. 181.
- <sup>492</sup> Frédéric Feignoux (1895-1976) est incorporé en 1920 à l'état-major du bataillon de fusiliers 21, puis du 22 ; officier de renseignement du régiment d'infanterie 9 ; 2<sup>e</sup> adjudant à la brigade frontière 3 ; promu premier-lieutenant en 1936 et incorporé à la compagnie de landsturm I/18 ; officier de renseignement à la brigade frontière 3 depuis 1941 ou 1942.
- <sup>493</sup> Déclaration du colonel brigadier Roger Masson en juin 1945.
- <sup>494</sup> *Instructions valables pour toutes les troupes. Le service en campagne approuvé par le Conseil fédéral le 18 février 1927*, p. 54 – 55.
- <sup>495</sup> Louis Burgener : *Le service actif de la brigade frontière 3 (1939-1945)*. Delémont, Imprimerie du Démocrate, 1964, p. 11, 17.
- <sup>496</sup> Il prend en 1942 le commandement de la compagnie de gardes-fortifications 3.
- <sup>497</sup> Forces françaises de l'intérieur.
- <sup>498</sup> Bernard Barbey : *PC du Général*. Neuchâtel, La Baconnière, 1948, p. 230, 242, 245.
- <sup>499</sup> Michel Colney : *François Bourquenez...*, p. 7 – 8, 13.
- <sup>500</sup> Entretien du 6 octobre 1997 avec Henry Spira
- <sup>501</sup> Le commandant du bataillon est le major Gilbert Béley.
- <sup>502</sup> Au début mars 1940, un détachement, attribué à la compagnie volontaire de couverture frontière 3, reprend la mission de la compagnie de police frontière 3. Of EMG br fr 3 : Ordre du 6.3.1940 concernant la surveillance tactique à l'extrême frontière (Berne, Archives fédérales).
- <sup>503</sup> La Motte, Montvoie, Damvant, Réclère, Roche-d'Or (poste d'observation), Grandfontaine, Fahy, Boncourt (poste d'observation au point 509), Montignez, Lugnez, Beurnevésin, Bonfol, Vendlincourt, Miécourt, Charmoille, Lucelle, Bourrignon, Les Ordons (poste d'observation), Neumühle, Sägenmühle.
- <sup>504</sup> Michel Colney : *François Bourquenez...*, p. 106, 219.
- <sup>505</sup> Périodes de service du bat fr fus 231 : 28.08.-10.12.1939 ; 06.03.-10.08.1940 ; 13.03.-21.11.1941 ; 10.04.-15.05.1942 ; 16.06.-17.07.1943 ; 14.08.-12.11.1943 ; 15.01.-03.04.1944 ; 01.05.-17.07.1944 ; 14.08.-04.12.1944.
- <sup>506</sup> Ferme d'Amérique (famille franco-suisse Krähenbühl), Moulin des Prés (famille Furter), Ferme de l'Enclot (famille Monnot), ferme de la famille Quain.
- <sup>507</sup> Agent « ayant une activité continue sous le couvert d'une occupation dont il continue à tirer un profit matériel ».
- <sup>508</sup> Les trois carnets qui subsistent couvrent les périodes du 17 mars au 7 avril 1941, du 5 septembre au 2 octobre 1944, du 4 octobre au 16 novembre 1944.
- <sup>509</sup> Les archives de François Bourquenez comprennent 4 rapports rédigés en 1941, 6 en 1942, 15 en 1943, 37 en 1944.
- <sup>510</sup> Ces chiffres sont très exagérés. Le 2 octobre 1944, la XIX<sup>e</sup> armée n'aligne que 9 Tiger IV et 12 canons d'assaut. Henri Leuzinger : « Die Tätigkeiten des deutschen Frontaufklärungsdienstes im Raum Belfort im Oktober und November 1944 », in *Actes du Symposium 1987*. Pully, Centre d'histoire et de prospective militaires, p. 82.
- <sup>511</sup> Franz Riedweg, né le 10 avril 1907 à Lucerne et mort le 22 janvier 2005 à Munich est un médecin suisse, Obersturmbannführer de la Waffen-SS. Il dirige le journal SS-Leitheft et est responsable du recrutement de volontaires dans plusieurs pays. Il a des liens privilégiés avec Heinrich Himmler. Après 1945, il s'installe à Munich où il reprend un cabinet de médecin. Il n'a jamais renié le nazisme. Voir Marco Wyss : *Un Suisse au service de la SS, Franz Riedweg (1907-2005)*. Neuchâtel, Alphil, 2010.
- <sup>512</sup> François Bourquenez ne semble pas avoir eu vent de la présence à Belfort d'environ 6000 miliciens de Darnant, parmi les plus compromis, avec leurs femmes et leurs enfants. Robert Aron : *Histoire de Vichy. 1940-1944* Paris, Arthème Fayard, 1954, p. 711 – 712.
- <sup>513</sup> Robert Aron : *Histoire de Vichy...*, p. 226 – 228.
- <sup>514</sup> Michel Colney : *François Bourquenez...*, p. 216 – 217, 226 – 228.
- <sup>515</sup> Michel Colney : *François Bourquenez...*, p. 18 – 21.
- <sup>516</sup> Dans son appréciation des opérations futures à l'ouest de la Suisse, le premier-lieutenant Feignoux se base sur le déploiement des troupes. Les intentions du commandement allié, particulièrement celles du général de Lattre lui échappent. Il corrigera le tir le 11 novembre. L'offensive le long de la frontière suisse démarra le 16 novembre 1944.
- <sup>517</sup> Michel Colney : *A Boncourt, de l'autre côté de la frontière 1939-1945. Ils témoignent*. S.l., Editions C.S.V., 2007, p. 116.
- <sup>518</sup> Le but premier d'Armée et Foyer, subordonnée à l'Adjudance générale de l'Armée, est d'éduquer les soldats, de les divertir et de soutenir leur moral pendant les longues périodes de mobilisation. (*Dictionnaire historique de la Suisse*, art. « Armée et Foyer »)
- <sup>519</sup> Dans son rapport de situation à la mi-septembre, le cap EMG Rapp, officier EMG « Renseignement » et « Transmission » de la 1<sup>re</sup> division alors déployée dans le Jura bernois, se contente de copier les informations sur la situation actuelle d'Armée et Foyer.
- <sup>520</sup> Major Ziegler, adjudance générale de l'Armée, section Armée et Foyer, Informations sur la situation actuelle, distribuées jusqu'à l'unité.
- <sup>521</sup> *Rapport du chef de l'Etat-major général de l'Armée au commandant en chef de l'Armée sur le service actif 1939-1945*, p. 252-255.

